98

RAPPORT ANNUEL



Conseil d'Administration

Jean-Luc Randaxhe
Président

Olivier Bouygues
Philippe Dulac
Patrick Heinzle
Roland Vardanéga
Jean Verré

Comité Directeur

Jean-Luc Randaxhe
Président-Directeur Général

Patrick Heinzle
Directeur Général Finances

Secrétaire Général

François Railliet

Contrôleur

Patrick Heinzle

Trésorier

Denis Mugnier

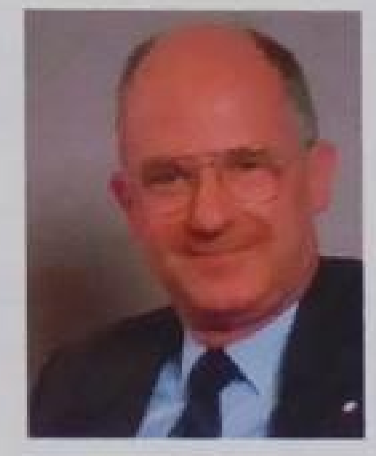
Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Titulaire

Edouard Salustro
Titulaire

Jean-Michel Garnier
Suppléant

EDITO



Dans un contexte pétrolier difficile, marqué par une forte baisse du prix du brut, votre société a augmenté son résultat d'exploitation opérationnel de 7 % en 1998.

Ce résultat satisfaisant est essentiellement dû à une excellente performance opérationnelle et aux efforts considérables d'efficacité entrepris depuis plusieurs années.

Dans l'Exploration-Production, le développement des nouveaux champs de Courbey et de Tamaris, la fiabilité soutenue des installations de production et des progrès d'efficacité majeurs ont globalement compensé les effets de la baisse de production des champs anciens. Une baisse importante du résultat d'exploitation a toutefois été enregistrée, reflet d'une baisse de plus de 30 % du prix du pétrole brut.

Dans le Raffinage-Distribution, la très bonne marche des raffineries de Port-Jérôme et de Fos-sur-Mer et des marges de raffinage globalement favorables ont permis de tirer le meilleur parti des investissements réalisés précédemment. Tout ceci a conduit à une amélioration sensible du résultat d'exploitation opérationnel, malgré un environnement commercial toujours difficile.

Ces résultats sont le fruit d'une stratégie sans cesse réaffirmée visant à renforcer en permanence la compétitivité de votre société et la satisfaction de ses clients. Excellence des opérations -industrielles et commerciales-, réduction des coûts, investissements à haute valeur ajoutée, optimisation des actifs ont ainsi amélioré notre résultat annuel, toutes choses égales par ailleurs, de plus d'un milliard de francs avant impôts au cours de ces dernières années.
La forte baisse des marges de raffinage enregistrée en début 1999 et une conjoncture amont particulièrement incertaine ne peuvent qu'inciter votre société à poursuivre ses efforts dans cette voie.

L'actionnaire principal de votre société, Exxon Corporation, a annoncé le 1er décembre dernier son intention de fusionner avec Mobil Corporation. A l'heure où nous mettons ce rapport sous presse, il est trop tôt pour évoquer l'impact éventuel que ce projet de fusion pourrait avoir sur votre société.

Excellence de ses opérations, qualité et compétence de son personnel, solidité financière, rigueur de gestion et appartenance à un groupe international de premier plan sont pour votre société des atouts majeurs qui lui permettent de préparer l'avenir avec confiance.

Jean-Luc Randaxhe
Président-Directeur Général



Esso Société Anonyme Française
au capital de 595 898 000 F
2, rue des Martinets,
Rueil-Malmaison
(Hauts-de-Seine)
Code APE 232 Z
R.C.S. Nanterre B 542 010 053

Adresse postale :
92569 Rueil-Malmaison Cedex
Téléphone : 01.47.10.60.00
Télex : Esso 620 031
Télécopie : 01.47.10.66.03

Documents présentés
à l'Assemblée Générale
des actionnaires du 8 juin 1999
communiqués au
Comité Central d'Entreprise de
L'Unité Economique et Sociale
Esso S.A.F./Esso Raffinage S.A.F.

Sommaire







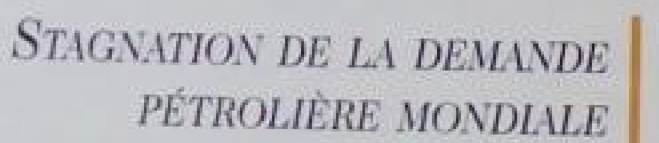
Un environnement mondial toujours affecté par la crise asiatique

En 1998, l'économie mondiale a enregistré un taux de croissance de 2 % (4 % en 1997). Le PIB de l'Union européenne a connu une progression de 2,8 % (1997 : 2,7 %). La poursuite de la crise économique en Asie du Sud-Est et son extension à d'autres régions du monde (pays de l'Est et Amérique du Sud) ont affecté le commerce mondial. L'Europe a pu maintenir un solde largement positif de sa balance des paiements, à 115 milliards de dollars, soit 1,4 % du PIB.

L'inflation a été maîtrisée dans tous les pays industrialisés et s'est maintenue à un faible niveau dans la quasi-totalité de la zone de l'OCDE. Le taux de chômage a légèrement baissé, atteignant 7,1 % de la population active en moyenne dans les pays de l'OCDE.
Le taux de chômage en Europe s'est établi à 10,6 % (11,7 % en 1997). ■







Stagnation de la demande pétrolière mondiale

Le ralentissement de l'économie mondiale, associé à un hiver particulièrement doux en Amérique du Nord, a limité la croissance de la demande pétrolière à 0,4 %, soit une demande totale de 73,9 Mb/j, alors qu'elle avait été de 2,4 % en 1997. La demande globale des pays de l'OCDE est restée au même niveau qu'en 1997, à 46,6 Mb/j. L'offre mondiale s'est établie à 75,3 Mb/j, en augmentation de 1,2 % par rapport à 1997, la production des pays de l'OPEP augmentant de 2,2 %. Par ailleurs, la production du pétrole brut irakien a atteint 2,1 Mb/j en 1998 (+ 1 Mb/j), dans le cadre de l'accord "pétrole contre nourriture" avec l'ONU.

Les stocks mondiaux se sont accrus tout au long de l'année, atteignant un niveau record. ■

Effondrement des prix du pétrole brut

L'excès de l'offre sur la demande a entraîné une forte baisse des cours du pétrole brut dès janvier 1998, le prix du Brent chutant de 16,2 $/Bbl à 11,3 $/Bbl à la mi-mars. La réduction des quotas de production annoncée fin mars 1998 par les pays producteurs de l'OPEP n'a globalement pas été respectée. En moyenne annuelle, le prix du Brent, à 12,8 $/Bbl, a baissé de 33 % par rapport à 1997, terminant l'année à 10,7 $/Bbl. Le prix du pétrole est revenu, en monnaie constante, au même niveau qu'avant le premier choc pétrolier de 1973. Dans ce contexte, la production de certains champs marginaux a été interrompue, notamment aux États-Unis.

Des technologies de plus en plus complexes ont été mises en œuvre pour l'exploitation de régions pétrolifères existantes, en Alaska, en mer du Nord, dans le golfe du Mexique ou au Canada. De nouvelles opportunités ont été identifiées au large de l'Afrique occidentale, au Brésil et dans les pays de l'ex-URSS, particulièrement dans la région de la mer Caspienne. ■

Stabilité des marges de raffinage en Europe

La demande en produits pétroliers en Europe a augmenté de 1,6 %.
Les marges de raffinage, évaluées par la Dimah à 110 F/t, sont sensiblement identiques à celles de 1997 (113 F/t), grâce à une demande soutenue en essences de la part des États-Unis et à un marché des fiouls lourds ferme tout au long de l'année 1998. ■

Confirmation de la reprise économique en France

La France a connu une croissance du PIB de 3,2 % en 1998, une des plus fortes en Europe devant l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie.

Les exportations, qui avaient été le moteur de l'économie en 1997, ont été relayées en 1998 par la croissance de la consommation des ménages, + 3,8 %, la plus élevée depuis 1986. Une nette reprise des immatriculations de voitures particulières neuves a notamment été enregistrée en 1998, avec une hausse de 13,5 %.
L'excédent de la balance commerciale française a atteint près de 150 milliards de francs.
Les prix à la consommation ont augmenté de 0,6 % en moyenne annuelle, ce qui représente le niveau d'inflation le plus bas depuis 40 ans. La reprise économique a entraîné une baisse du taux de chômage de 12,5 % de la population active en 1997 à 11,9 % en 1998. Après une stabilisation en 1997, les investissements ont augmenté de 6 % en 1998, favorisés par la baisse des taux d'intérêts à long terme. Le déficit public a été contenu à moins de 3 % du PIB, conformément à l'objectif fixé par le traité de Maastricht.

En janvier 1998, la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) a augmenté de 8 c/l pour les carburants moteurs essence et Diesel. Le niveau des taxes (TIPP + TVA) reste un des plus élevés d'Europe, à 480 % du prix hors taxes pour le supercarburant, 290 % pour le gazole et 80 % pour le fioul domestique, en moyenne sur l'année.

La Loi de Finances 1999 a amorcé une réduction de l'écart de taxation entre les carburants sans plomb et le gazole à partir de janvier 1999. ■

L'activité pétrolière en France

La production française de pétrole brut s'est établie à 1,7 million de tonnes, en baisse de 4 % par rapport à 1997, la hausse de la production dans le Bassin aquitain (+ 1,2 %) n'ayant pu compenser totalement la baisse de production dans le Bassin parisien (− 7,7 %).

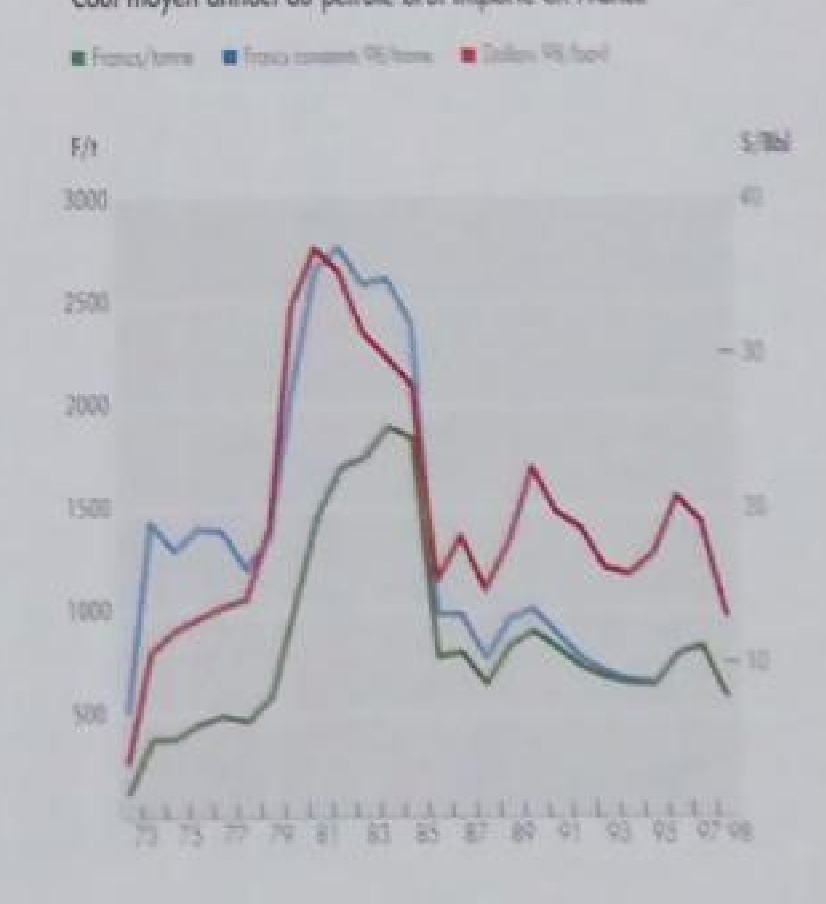
La production commercialisée de gaz naturel a atteint 2,2 milliards de m³ au cours de l'année 1998, en diminution de 15,3 % par rapport à 1997.

Les raffineries françaises ont traité 92 millions de tonnes, soit 3 millions de tonnes de brut de plus qu'en 1997.

Les ventes sur le marché intérieur ont progressé de 3 % en 1998, à 89 millions de tonnes. Les ventes de gazole ont contribué pour plus du tiers à cette augmentation, avec des volumes supérieurs de 1 million de tonnes à ceux de 1997. La demande en essences s'est stabilisée autour de 14,6 millions de tonnes, dont 65 % de carburants sans plomb. Les ventes de fioul domestique ont progressé de 0,6 million de tonnes par rapport à l'année 1997 qui avait bénéficié d'un climat plus doux. Le marché du carburéacteur a augmenté de 6 %.
La demande en fiouls lourds, stable dans l'industrie, a augmenté de 12 % à 5,3 millions de tonnes, suite aux besoins supplémentaires des centrales thermiques de l'EDF, reflétant l'indisponibilité temporaire de certaines tranches nucléaires. Les ventes de soutes maritimes ont fortement progressé, + 10 %, pour atteindre près de 3 millions de tonnes.
Enfin, la demande de bases pétrochimiques a diminué de 2 % par rapport à 1997. ■













RÉSULTATS 1998

Le résultat d'exploitation opérationnel s'élève à 1 155 MF, en hausse de 7 % par rapport à l'année 1998. L'activité Raffinage/Distribution enregistre un résultat de 1 070 MF en progression de 219 MF par rapport à 1998, grâce à la poursuite des programmes de réduction des coûts, l'optimisation des activités de raffinage et l'absence d'arrêt pour entretien périodique dans les raffineries du groupe. L'activité Exploration/Production présente un résultat de 85 MF inférieur de 143 MF à celui de 1997, en raison de la baisse de plus de 30 % du prix moyen du pétrole brut.

Le résultat net consolidé du groupe est de 482 MF en baisse de 39 MF par rapport à 1997. Ce résultat comprend une dépréciation des inventaires LIFO pour un montant de 445 MF, en raison de la baisse du prix du brut en fin d'année à 10,5 $/Bbl. ■



EXPLORATION ET PRODUCTION

La production de pétrole brut a atteint 516 000 tonnes, en retrait de 11,5 % par rapport à l'année précédente.

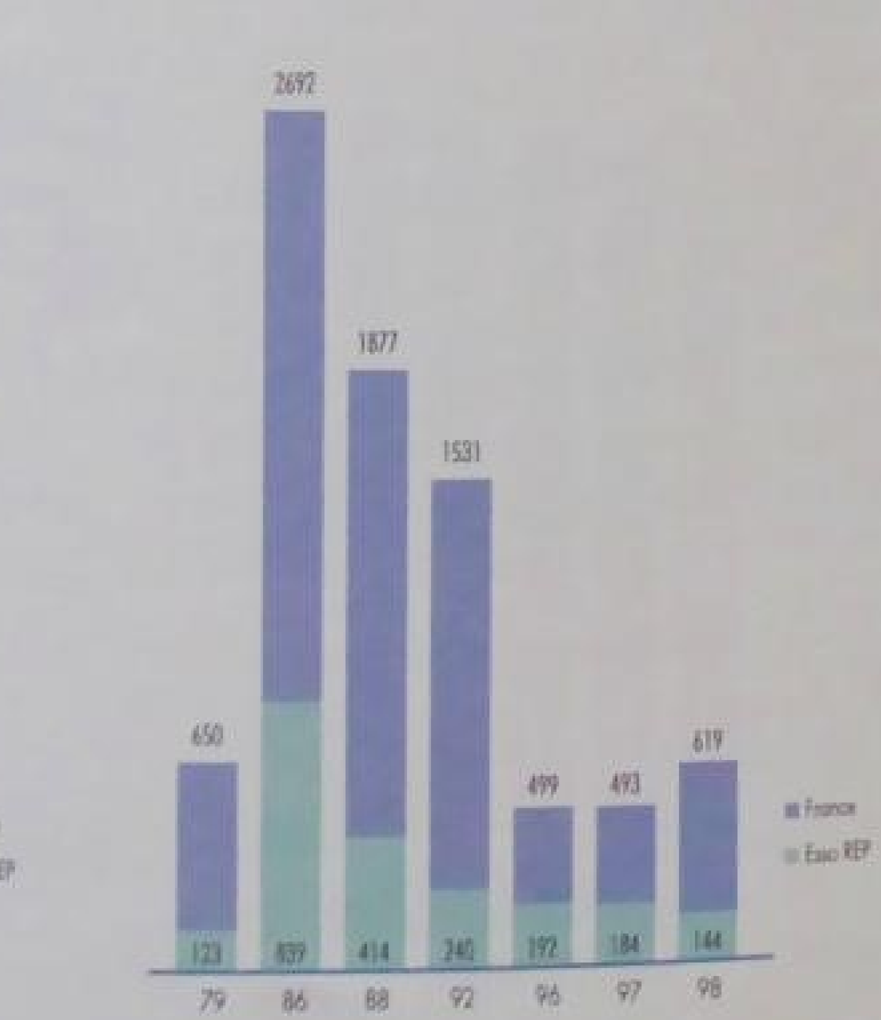
Les indices découverts en début d'année sur le forage de Tamaris, sur le permis de Lège, ont été confirmés. Ils ont conduit à des tests de production durant le premier semestre 1998, puis à la mise en production dès le mois de septembre.

Le forage d'exploration de Villemore, également sur le permis de Lège, a été réalisé sans succès dans le courant du dernier trimestre.
Deux forages supplémentaires ont été effectués, au cours de l'année, sur le gisement de Courbey découvert en 1996. Courbey 2, qui a rencontré le réservoir Purbeckien imprégné d'huile, a été mis en production. Courbey 3, qui a permis de reconnaître le plan d'eau du gisement, sera utilisé comme puits d'injection.

Les travaux de reconditionnement effectués sur les champs anciens ont contribué à réduire leur déclin naturel, notamment à Chaunoy.

La validité du permis de Cap-Ferret Océan a été prolongée jusqu'au mois de mars 2003. ■





RAFFINAGE

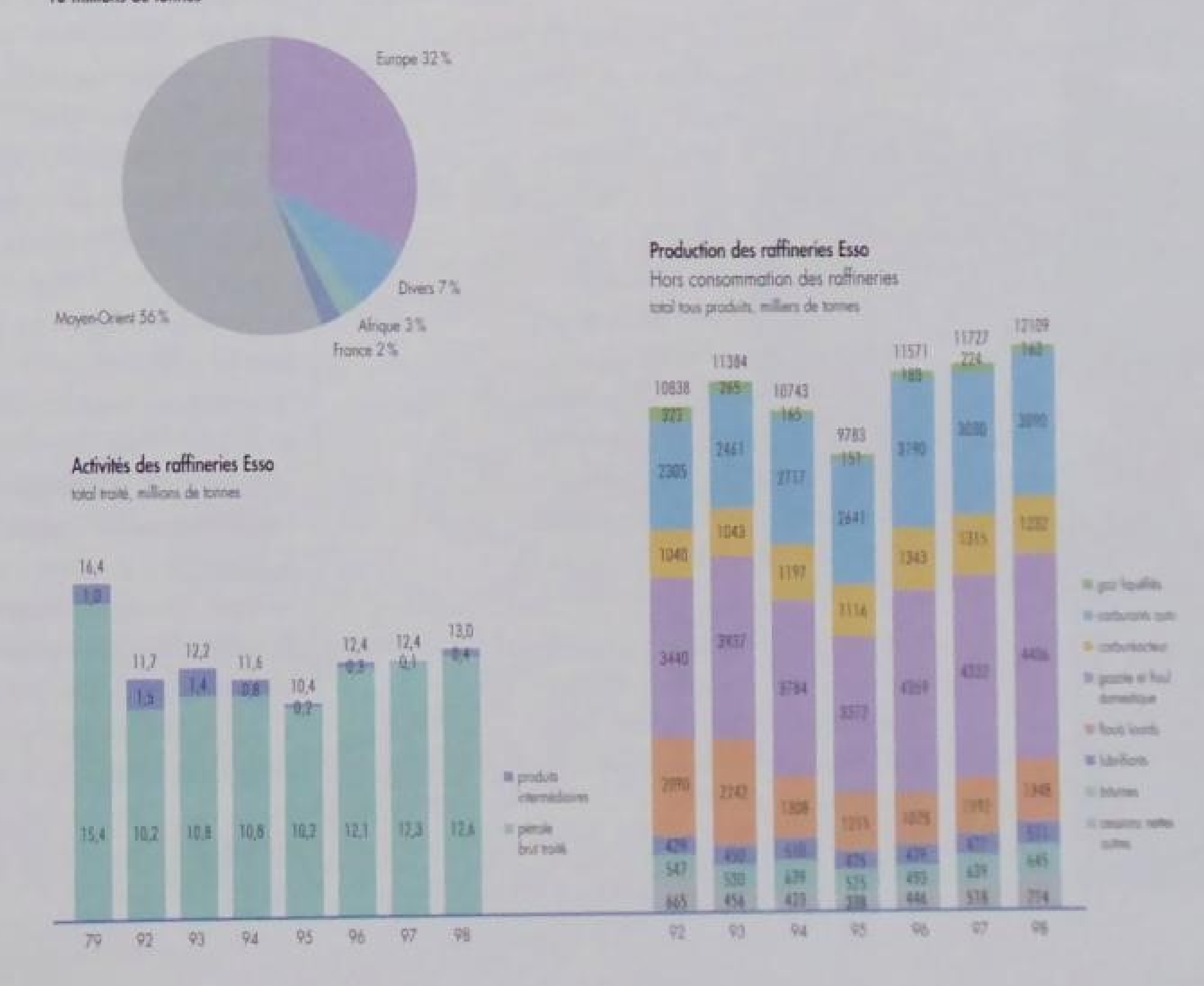
La fiabilité des opérations des deux raffineries de Port-Jérôme et de Fos-sur-Mer a été excellente, sans aucun arrêt significatif non planifié. Les deux raffineries ont traité 13 millions de tonnes, soit une augmentation de 0,6 million de tonnes par rapport à 1997.

De nombreux projets ont été poursuivis dans les deux raffineries pour mise en place en 1999 et 2000 :
- arrêt quinquennal d'inspection métal de la raffinerie de Fos-sur-Mer au premier trimestre 1999 ;
- mise en place des équipements nécessaires pour satisfaire les exigences de la directive européenne Auto-Oil pour l'an 2000 -désulfuration renforcée des essences et du gazole et extraction du benzène des essences- ;
- amélioration de la qualité de l'air dans l'environnement local des raffineries : en particulier, le projet concernant l'approfondissement de la désulfuration des gaz de l'unité de récupération de soufre à Port-Jérôme/Notre-Dame-de-Gravenchon ;
- réduction de la consommation d'énergie des unités des deux raffineries ;
- augmentation de la capacité de production de lubrifiants de la raffinerie de Port-Jérôme.

Depuis juin 1998, la raffinerie de Port-Jérôme opère l'usine de récupération de soufre située sur la zone industrielle de Port-Jérôme et rachetée à Hoechst Chimie fin mai 1998. ■

DISTRIBUTION

Esso a continué le programme de rationalisation de ses dépôts pétroliers, à Lyon, à Ambès et à Port-la-Nouvelle, en association avec d'autres sociétés pétrolières.
Un projet de modernisation complète du dépôt de Lyon est en cours depuis septembre 1998. Il se terminera en juillet 1999, avec un investissement global de plus de 60 millions de francs. Des projets de modernisation sont également en cours à Villeneuve-le-Roi et à Ambès.
Par ailleurs, et conformément à la réglementation européenne mise en place pour lutter contre les émissions de composés organiques volatils d'ici 2002, le dépôt de Toulouse a été équipé d'une unité de récupération des vapeurs d'hydrocarbures rapportées par les camions-citernes depuis les stations-service. Des installations similaires sont prévues dans d'autres dépôts. ■









Préparation aux normes environnementales de l'an 2000

La directive européenne concernant les spécifications de l'essence et du gazole moteur pour l'an 2000 a été publiée en octobre 1998. Elle prévoit une limite de 1 % pour la teneur en benzène dans les essences, et impose une teneur maximale en soufre de 150 ppm pour les essences et de 350 ppm pour le gazole, contre 500 ppm actuellement pour chacun de ces produits.
Ces exigences se traduisent pour les raffineries européennes et françaises par une hydrodésulfuration plus poussée des essences et du gazole et la mise en place d'unités d'extraction du benzène des essences.

Par ailleurs, la Commission européenne a défini dans cette même directive de nouvelles normes applicables en 2005 et a lancé un programme Auto-Oil II destiné à évaluer le besoin d'éventuelles mesures complémentaires à cet horizon. Ce programme, qui implique les experts des États membres, des industriels concernés et des ONG, prendra en compte des mesures dites "non techniques", telles que les normes du contrôle technique des véhicules, la gestion du trafic, etc..
Le programme Auto-Oil II pourrait proposer fin 1999 de nouvelles mesures complétant celles déjà décidées dans le programme Auto-Oil I.







Les activités commerciales

Les ventes globales sur le marché intérieur ont été de 9,7 millions de tonnes, en hausse de 3,4 % par rapport à 1997. Les ventes de carburéacteur ont augmenté de 8 %, celles des carburants dans les stations-service du Réseau de 2,3 %. Sur le marché du fioul domestique en hausse de 3,5 %, la position d'Esso est passée de 10,0 à 11,1 %. La part de marché, tous produits confondus, s'établit à 12,1 %, au même niveau que celle de 1997.

Forte croissance de la diversification dans le réseau de stations-service

Le Réseau a maintenu ses parts de marché essences et gazole en 1998, malgré la poursuite par les grandes surfaces de leurs pratiques de prix d'appel permanents. Les ventes dans les boutiques Esso ont atteint un niveau record, dans un marché de proximité en légère régression.

Un nouveau système informatique d'approvisionnement des points de vente a été mis en place pour optimiser la gestion des stocks en stations-service et réduire les coûts de transport.

Des campagnes de ventes promotionnelles se sont déroulées avec succès en 1998, avec le Grand Jeu de l'Été "Si tu vas chez Esso…", les albums de *Blake et Mortimer*, et le renouvellement du catalogue Esso Collection toujours très apprécié de la clientèle.

Les lubrifiants Esso plus que jamais dans la course

Esso et Peugeot ont décidé de renouveler les accords de partenariat technique, commercial et sportif qui les lient depuis 1961 en France et à l'étranger. Ces accords concernent la coopération en matière de recherche, de développement et de mise au point des lubrifiants de demain, la préconisation par Peugeot des lubrifiants Esso et la fourniture d'huiles "premier plein" pour les véhicules du groupe PSA Peugeot Citroën.

Dans le domaine sportif, une écurie Peugeot-Esso a été créée pour participer aux futures épreuves du Championnat du monde des Rallyes, avec la nouvelle 206 WRC.

Pour la seconde fois, Esso et le Tiger Racing Team Dehnhardt sont devenus, avec Mercedes-Benz, champions d'Europe Camions 1998, catégorie Super Trucks.

Une activité soutenue dans les Bitumes et Émulsions

Après leur forte progression en 1997, les ventes de bitumes se sont stabilisées en 1998.

L'inauguration, en novembre, des nouvelles installations du laboratoire de recherche Bitumes et Émulsions de Port-Jérôme a réaffirmé la vocation internationale de cette unité. Ce laboratoire regroupe trois pôles d'activités : l'assistance technique au raffinage, la recherche et le développement de nouveaux produits, le support technique aux clients dans la mise en œuvre et l'application des bitumes et émulsions Esso, tels les Tigrémuls, Tigtac, Emultech ou Essocolor.

Une activité GPL réorganisée

Un accord de partenariat long terme a été signé en février 1998 entre Esso S.A.F. et la société Primagaz S.A.. Aux termes de cet accord, Esso fournit à Primagaz la majeure partie de sa production de butane/propane et lui cède ses activités de distribution commerciale de GPL -gros et moyen vrac-, soit 50 000 tonnes/an. Primagaz, pour sa part, développe l'installation de pompes de carburant GPL sous la marque VIFF dans les stations-service Esso, renforçant ainsi la position du Réseau sur le marché porteur du GPLc. Cet accord assure aux deux sociétés une stabilité long terme d'approvisionnement et de débouchés.

En avril 1998, Esso a cédé son activité GPL petit vrac (3 500 tonnes/an) à Vitogaz, filiale du groupe Rubis.

Une activité Carburéacteur en croissance

Les ventes de carburéacteur réalisées par l'intermédiaire d'EssoAir International, prestataire de service pour le groupe Esso en France, ont progressé plus vite que le marché en 1998. L'activité d'Esso s'est développée notamment sur l'aéroport Charles de Gaulle qui a connu le taux de croissance le plus élevé d'Europe. ■

Une écurie Peugeot-Esso au Championnat du monde des Rallyes

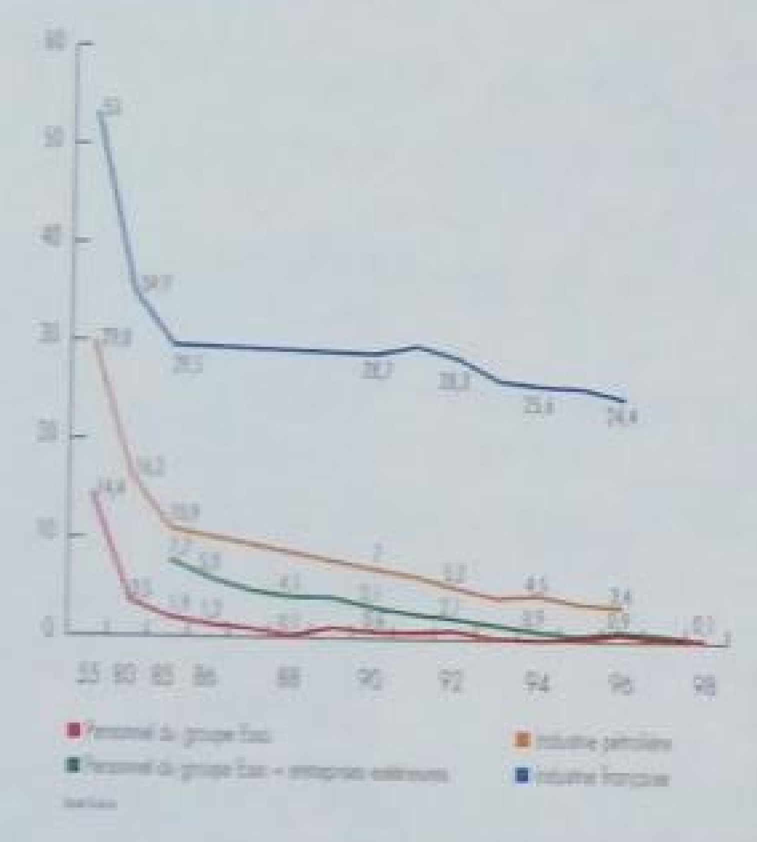
Fortes de leurs 38 années de partenariat technique et commercial, Peugeot et Esso ont décidé de poursuivre leur collaboration sportive pour les trois prochaines années.
Après le triplé au Paris-Dakar en 1990 avec les 205 et 405 T16, le Championnat du monde des Voitures de Sport et les 24 Heures du Mans avec les 905 en 1992, le triplé des 905 aux 24 Heures du Mans en 1993, un double titre de champion de France de Supertourisme, constructeurs et pilotes, en 1994 avec la 405, le Championnat de France des Rallyes en 1996 et en 1997 avec la 306 Maxi, Peugeot et Esso ont décidé de s'attaquer au Championnat du monde des Rallyes avec la nouvelle 206 WRC "World Rally Car".
La nouvelle écurie participera dès 1999 à six épreuves du Championnat du monde des Rallyes. La première apparition est programmée dès le mois de mai, au Tour de Corse.
En 2000 et 2001, la 206 WRC sera engagée dans les quatorze épreuves du Championnat.
Esso apportera à la nouvelle écurie son concours technique, notamment avec son huile de synthèse ESSO Ultron. Les pilotes seront François Delecour, associé à Daniel Grataloup, Gilles Panizzi à son frère Hervé, et enfin Marcus Grönholm à Timo Rautiainen.



Des résultats Sécurité soutenus par de nombreuses animations

Avec un taux de fréquence de 0,2 accident par million d'heures travaillées, incluant le personnel des entreprises extérieures intervenant sur les sites du groupe, les résultats Sécurité obtenus par Esso en 1998 restent parmi les meilleurs de l'industrie française.
Cette performance a été reconnue par l'obtention de trois trophées attribués par le Groupe d'Étude de Sécurité des Industries Pétrolières (GESIP).

Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt



De nombreuses actions de motivation et d'animation Sécurité ont été conduites en 1998, en particulier :
- poursuite des démarches d'agrément sécurité des entreprises intervenantes, (démarche interne ou externe avec les MASE - Manuel d'Assurance Sécurité pour les Entreprises extérieures - en régions Haute-Normandie et PACA) ;
- organisation du deuxième festival "Film et Sécurité" à Notre-Dame-de-Gravenchon ;
- renouvellement en juin 1998 de la Charte de la Sécurité Routière associant Esso à la Direction de la Sécurité et de la Circulation Routières (DSCR) ;
- organisation, le 11 juin, d'une journée Sécurité Esso au cours de laquelle l'ensemble du personnel a pu assister à des conférences et animations dans chaque site du groupe en France. ■

Préparation de la société au passage à l'euro et à l'an 2000

La société a modifié certains de ses systèmes afin d'être en mesure de facturer les clients et de recevoir des règlements en euros. De même, la société est prête à régler les fournisseurs en euros, à leur demande.

Afin de préparer l'ensemble des opérations au passage à l'an 2000, Esso a entrepris, dès la fin de 1996, la mise en place d'un projet informatique permettant de vérifier les 1 250 systèmes et les douze millions de lignes de programmes informatiques impliqués.
L'année 1998 a été une année clef pour finaliser les vérifications et les modifications. Le programme de mise à niveau était réalisé à 86 % à la fin de l'année 1998 ; il sera entièrement terminé et testé à la mi-1999.
Un plan de continuité des opérations a été mis à l'étude dans tous les secteurs d'activités de la société, afin de pouvoir répondre à tout incident éventuel aux dates critiques. ■



Le deuxième festival "Film et Sécurité" devient un événement national

Le 15 octobre 1998, la raffinerie de Port-Jérôme, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bolbec-Lillebonne et la commune de Notre-Dame-de-Gravenchon ont organisé le deuxième festival "Film et Sécurité", à Notre-Dame-de-Gravenchon.
Née en septembre 1996 à Port-Jérôme, cette manifestation avait pour objectif de récompenser les meilleurs "films sécurité dans le monde du travail ou dans la vie quotidienne", produits par des entreprises, des institutions ou des amateurs.

Pour sa deuxième édition, le festival a atteint une envergure nationale, avec plus de 2 000 visiteurs et 76 films en compétition, démontrant ainsi l'intérêt du monde du travail pour la sécurité.

Dès février 1998, un appel à concours avait été ouvert aux entreprises et aux particuliers dans cinq catégories : "accueil sécurité", "santé au travail", "promotion sécurité, publicité", "sécurité et vie quotidienne" et "sécurité en milieu professionnel".
Le 15 octobre, jour de la remise des prix, de nombreuses animations et débats ont été organisés avec la présence de plusieurs personnalités : Jean-Pierre Beltoise, coureur automobile, Paul Vatine, skipper émérite, Philippe Delarue, champion de vol relatif et de chute libre, Alain Floquet, spécialiste d'aikibudo et Gérard Fusil, grand reporter. La présence à cette manifestation des plus hautes autorités de la région a confirmé le grand intérêt porté par l'ensemble de la communauté à la sécurité.

Poursuite des restructurations de la société

Dans un marché toujours très concurrentiel, Esso a poursuivi son effort de restructuration interne. Les réductions d'effectifs ont été accompagnées des mesures sociales décidées fin 1996.
La société a continué de participer activement à la mise en place de structures internationales au sein du groupe Exxon, dans lesquelles de nombreux Français ont été détachés.
Le recrutement d'ingénieurs et de cadres débutants s'est poursuivi à un niveau soutenu pour faire face aux besoins à long terme. ■

Esso S.A.F. / Esso Raffinage S.A.F. / Esso REP

	1998	1997
Effectifs au 31 décembre	1831	1946
Recrutement	58	28
Évolution des salaires (en %) de décembre à décembre pour le personnel en place durant toute l'année	3,5	3,4
Activités de formation (en %)		
• des salaires	3,4	3,6
• du temps de travail	1,4	1,2

Perspectives

Une étude de développement majeur de la raffinerie de Port-Jérôme a débuté dans le courant de l'année, avec pour objectif une meilleure valorisation des résidus de distillation et l'augmentation de la production de bases pétrochimiques. Cette étude s'inscrit dans le contexte des changements de spécifications des produits attendus dans les prochaines années. Le projet correspondant, actuellement en cours d'ébauche, est en concurrence avec des projets de même nature dans d'autres sites européens du groupe.
L'environnement pétrolier reste extrêmement volatil, comme en témoigne, durant les premiers mois de 1999, l'affaiblissement très marqué des marges de raffinage et le niveau historiquement bas des prix du brut.
Dans ce contexte, le groupe Esso poursuit ses efforts d'efficacité et d'excellence opérationnelle. ■

Esso et la DSCR en route pour trois nouvelles années

Le 11 juin 1998, le délégué Interministériel à la Sécurité Routière, Alain Bodon, et le président d'Esso S.A.F. ont signé le renouvellement pour trois ans de la Charte de la Sécurité Routière liant Esso et la Direction de la Sécurité et de la Circulation Routières (DSCR).

Cette charte, signée initialement en 1995, a pour but de permettre :
- *au groupe Esso d'utiliser le savoir-faire de la DSCR pour enrichir ses programmes internes ;*
- *d'associer Esso à l'action de l'État pour la promotion de la sécurité routière vers le monde du travail ;*
- *d'offrir à l'État le champ d'expérience et le savoir-faire d'Esso ;*
- *de développer des programmes de sécurité routière en commun.*

Depuis 1995, un programme d'actions concrètes a été mis en œuvre :
- *une formation à la conduite est dispensée aux membres du personnel roulant plus de 10 000 km/an pour Esso. Un recyclage d'une journée est prévu tous les deux ans. La formation est assurée par des professionnels, comme l'école de conduite Beltoise Evolution ;*
- *de nombreux échanges d'informations ont été mis en place : journées sécurité, conférences, vidéos, affiches. Par ailleurs, un guide "Conduire juste : suivons le guide", véritable miroir de la politique de sécurité routière d'Esso, élaboré avec l'aide de la DSCR, a été distribué durant l'année 1998 au personnel du groupe et à l'ensemble des entreprises intervenantes.*

La société s'est aussi associée à de nombreux événements organisés ou parrainés par la DSCR.
Esso, qui a été la première entreprise industrielle à signer une charte avec la Direction de la Sécurité et de la Circulation Routières, est particulièrement satisfaite des résultats obtenus. Plus de 65 millions de kilomètres ont ainsi été parcourus par les personnels du groupe Esso sans accident avec arrêt depuis onze ans et demi.

Résultats Esso S.A.F.

millions de F	1998		1997	
Chiffre d'affaires hors taxe intérieure	16 221		20 090	
Taxe intérieure	13 181		13 588	
Chiffre d'affaires taxe intérieure comprise		29 402		33 678
Production stockée/(déstockée) et divers		(414)		(168)
• Total des produits d'exploitation		28 988		33 510
Charges d'exploitation hors amortissements	(28 441)		(32 861)	
Amortissements	(250)		(278)	
• Total des charges d'exploitation		(28 691)		(33 139)
Résultat d'exploitation		**297**		**371**
Résultat financier		**175**		**71**
Résultat courant		**472**		**442**
Dotation/Reprise de provision pour fluctuation des cours		441		506
Amortissements dérogatoires		22		9
Autres éléments exceptionnels		60		(78)
Résultat exceptionnel		**523**		**437**
Participation des salariés		(27)		(15)
Impôts sur les sociétés		(294)		(325)
Résultat net		**674**		**539**

Résultats financiers des 5 dernières années pour Esso S.A.F.

	1994	1995	1996	1997	1998
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (MF)	595,9	595,9	595,9	595,9	595,9
Nombre d'actions ordinaires existantes (1)	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Nombre de parts bénéficiaires	-	-	-	-	-
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (MF)					
Chiffre d'affaires hors TVA	28 603,8	28 568,3	32 950,5	33 678,3	29 401,7
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	699,7	193,8	986,4	816,0	622,3
Impôts sur les bénéfices	(6,5)	(22,1)	(13,0)	324,8	294,8
Intéressement et participation des salariés	4,8	1,0	0,7	14,8	26,9
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	322,7	121,2	71,6	539,5	673,5
Résultat distribué	417,1	297,9	143,0	297,9	297,9 (2)
III. RÉSULTAT PAR ACTION (F)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	58,85	18,03	83,79	39,98	25,23
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	27,08	10,17	6,01	45,26	56,51
Dividende attribué à chaque action (avoir fiscal inclus)	52,50	37,50	18,00	37,50	37,50 (2)
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1 225	1 145	1 102	1 004	896
Montant de la masse salariale (MF)	441,4	420,0	410,6	414,0	368,5
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale et prévoyance, congés de fin de carrière, œuvres sociales) (MF)	333,2	332,4	284,9	331,7	319,7

(1) Actions détenues pour 81,55 % par Exxon Corporation. (2) Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration
Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( )

Résultats du groupe Esso S.A.F.

Le résultat d'exploitation du groupe passe de 1 079 MF à 710 MF. Ce résultat comprend une dépréciation des inventaires LIFO pour un montant de 445 MF, en raison de la baisse du prix du brut à 10,5 $/Bbl en fin d'année. Hors dépréciation, le résultat d'exploitation opérationnel augmente de 76 MF. En Exploration/Production, la baisse du résultat d'exploitation s'explique par la baisse des prix du brut. L'augmentation du résultat des activités de Raffinage/Distribution de 219 MF reflète principalement l'impact des programmes d'amélioration d'efficacité et de réduction des coûts ainsi que l'absence des arrêts programmés d'entretien.

Après un résultat financier positif de 85 MF, le résultat courant consolidé s'établit à 795 MF contre 1 020 MF en 1997.

Le résultat exceptionnel, une perte de 2 MF, comprend notamment la plus-value pour cession d'actifs de 48 MF et 59 MF de frais d'exploration.

Après prise en compte des impôts courants, des mouvements d'impôts différés, et de la part des minoritaires dans le résultat d'Esso REP, le résultat consolidé du groupe est un profit de 482 MF contre un profit de 521 MF en 1997. ■

Aspects financiers d'Esso S.A.F.

Le chiffre d'affaires de 29 402 MF est en baisse par rapport à 1997, en raison de la baisse des prix du brut. Compte tenu des mouvements de stocks, les produits d'exploitation sont de 28 988 MF.

Les charges d'exploitation de 28 691 MF incluent, à hauteur de 13 181 MF, la taxe intérieure prélevée sur les produits vendus. La dotation aux amortissements, comprise dans ces charges, est de 250 MF.

Le résultat d'exploitation est un profit de 297 MF, à comparer à un profit de 371 MF obtenu en 1997. Cette baisse s'explique principalement par l'impact négatif de la variation d'effet prix sur stocks, négatif de 666 MF en 1998 à comparer à 360 MF négatif en 1997, qui est partiellement compensé par l'optimisation des activités raffinage, la diminution des coûts et l'absence des arrêts pour entretien périodique.

Le résultat financier est positif de 175 MF, dont 69 MF de dividendes reçus d'Esso REP (119 MF en 1997).

Le résultat exceptionnel positif de 523 MF inclut une reprise de la provision pour fluctuation des cours de 441 MF, suite à la Loi de Finances 1998.

Après prise en compte de la participation et des impôts, le résultat net 1998 est un profit de 674 MF.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1995	11 917 960 F	25,00 F	12,50 F	37,50 F
1996	11 917 960 F	12,00 F	6,00 F	18,00 F
1997	11 917 960 F	25,00 F	12,50 F	37,50 F

Les comptes annuels au 31 décembre 1998 font apparaître un bénéfice de 673 510 621 F, auquel est ajouté le report à nouveau précédent soit :

. Bénéfice de l'exercice 1998	673 510 621 F
. Report à nouveau	459 536 423 F
soit un total de	**1 133 047 044 F**

dont l'affectation suivante est proposée :

. Dividende net	297 949 000 F
. Report à nouveau	835 098 044 F
soit un total de	**1 133 047 044 F**

Le dividende net ressort à 25 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F de nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 12,50 F, soit un revenu global de 37,50 F.

Il est rappelé qu'un acompte de 10 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 F, a été mis en paiement le 16 février 1999.

Le solde du dividende ressort donc à 15 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 7,50 F. Ce dividende sera mis en paiement le 30 juin 1999. ■

Participations

La société a pris cette année une participation de 66,7 % dans la société anonyme Société des Stockages Pétroliers du Rhône, de 55,0 % dans la société par actions simplifiée Les Émulsions Routières du Limousin, de 80,0 % dans la société par actions simplifiée Les Liants Routiers des Flandres, de 40,0 % dans la société par actions simplifiée Les Liants de Basse-Normandie et de 34,0 % dans la société anonyme Société Pétrolière du Bec d'Ambès. Elle a, par ailleurs, réduit sa participation dans la société par actions simplifiée Les Émulsions de Feyzin de 99,9 % à 40,0 % de son capital. ■

Les administrateurs d'Esso S.A.F.

Le mandat des administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'assemblée générale, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1998 et de procéder aux élections au Conseil d'Administration. ■

VENTES

Ventes totales d'Esso S.A.F. correspondant au chiffre d'affaires commercial	1998 milliers de tonnes	1998 %	1997 milliers de tonnes	1997 %	1996 milliers de tonnes	1996 %
Carburants auto	2 636	19,1	2 534	19,2	2 564	19,4
Distillats	5 916	43,0	5 614	42,4	5 736	43,4
Fiouls lourds	1 657	12,0	1 458	11,0	1 506	11,4
Autres produits	3 559	25,9	3 621	27,4	3 424	25,8
Total produits finis	**13 768**	100,0	**13 227**	100,0	**13 230**	100,0
Pétrole brut & bases pour la chimie	2 028		2 125		2 125	
TOTAL	**15 796**		**15 352**		**15 355**	
Dont exportations et soutes étrangères	2 883		2 553		2 661	

DONNÉES FINANCIÈRES DU GROUPE ESSO S.A.F.

millions de F	1998	1997
Résultat d'exploitation Exploration/Production	85	228
Résultat d'exploitation opérationnel Raffinage/Distribution	1 070	851
Résultat d'exploitation opérationnel	**1 155**	**1 079**
Dépréciation inventaire LIFO	(445)	
Résultat d'exploitation	**710**	**1 079**
Résultat financier	**85**	**(59)**
Résultat courant	**795**	**1 020**
Résultat exceptionnel	**(2)**	**(15)**
Participation des salariés	(41)	(26)
Impôts courants et différés	(265)	(444)
Résultat après impôts	487	535
Intérêts minoritaires	(5)	(14)
RÉSULTAT NET DU GROUPE	**482**	**521**

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

CHIFFRES CLÉS DU GROUPE ESSO S.A.F.

	1998	1997	1998	1997
Éléments relatifs au compte de résultat	MF	MF	M€	M€
Chiffre d'affaires	32 035	36 491	4 884	5 563
Résultat net	482	521	73	79
Résultat d'exploitation opérationnel	1 155	1 079	176	164
Résultat courant comptable	795	1 020	121	155
Capacité d'autofinancement	896	1 078	137	164
Éléments relatifs au bilan	MF	MF	M€	M€
Capital	596	596	91	91
Capitaux propres	4 128	3 945	629	601
Dettes Financières	386	413	59	63
Valeurs immobilisées nettes	3 968	4 086	605	623
Autres éléments	F	F	€	€
Dividende par action	37,50 [1]	37,50	5,72 [1]	5,72
Bénéfice net par action	56,51	45,26	8,61	6,90

(1) Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration.

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION D'ESSO S.A.F.



PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1998, approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes de cet exercice. Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes, constate que ceux-ci n'ont été avisé d'aucune convention nouvelle autorisée par le Conseil au cours de l'exercice 1998 entrant dans le champ d'application de l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966. Elle déclare approuver les conditions d'exécution des conventions antérieurement autorisées.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter les bénéfices disponibles, à savoir :

. Bénéfice de l'exercice 1998	673 510 621 F
. Report à nouveau	459 536 423 F
soit un total de	**1 133 047 044 F**

de la façon suivante :

. Dividende net	297 949 000 F
. Report à nouveau	835 098 044 F
soit un total de	**1 133 047 044 F**

Le dividende net ressort à 25 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F de nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 12,50 F, soit un revenu global de 37,50 F.
Il est rappelé qu'un acompte de 10 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 F, a été mis en paiement le 16 février 1999.
Le solde du dividende ressort donc à 15 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 7,50 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 30 juin 1999.
L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1995	11 917 960 F	25,00 F	12,50 F	37,50 F
1996	11 917 960 F	12,00 F	6,00 F	18,00 F
1997	11 917 960 F	25,00 F	12,50 F	37,50 F

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne aux administrateurs quitus de leur gestion :
à Monsieur Dominique Bodel pour la période du 1er au 30 janvier 1998
et à : Messieurs Olivier Bouygues
Philippe Dulac
Patrick Heinzle
Jean-Luc Randaxhe
Roland Vardanéga
Jean Verré
pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999 : Monsieur Olivier Bouygues.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999 : Monsieur Philippe Dulac.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999 : Monsieur Patrick Heinzle.

HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999 : Monsieur Jean-Luc Randaxhe.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999 : Monsieur Roland Vardanéga.

DIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999 : Monsieur Jean Verré.

ONZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à 320 000 F le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1999.

DOUZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes les formalités de dépôt et de publication prévues par la loi.

COMPTES CONSOLIDÉS

Groupe Esso S.A.F.

Compte de résultat de l'Exercice 1998

millions de F	1998	1997
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	32 035,1	36 491,0
Production stockée	(191,2)	(49,0)
Solde échanges inter-confrères - Produits pétroliers	(167,6)	(92,8)
Production immobilisée et divers	324,2	381,3
TOTAL	**32 000,5**	**36 730,5**
Charges d'exploitation		
Achats matières premières, approvisionnements	9 327,7	12 870,9
Variation de stocks	127,9	(22,2)
Autres achats et charges externes	6 554,0	6 938,5
Impôts, taxes et versements assimilés	13 339,6	13 819,7
Charges de personnel	1 225,6	1 306,9
Dotations aux amortissements et provisions : • raffinage/distribution	553,0	565,3
• production	85,6	99,1
Autres charges	77,2	73,0
TOTAL	**31 290,6**	**35 651,2**
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**709,9**	**1 079,3**
Produits financiers		
Participations	27,8	25,8
Intérêts reçus et autres	50,3	29,9
Différences positives de change	51,8	42,5
TOTAL	**129,9**	**98,2**
Charges financières		
Intérêts payés	21,5	25,7
Différences négatives de change	23,3	129,9
Autres		1,7
TOTAL	**44,8**	**157,3**
2. RÉSULTAT FINANCIER	**85,1**	**(59,1)**
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**795,0**	**1 020,2**
Produits exceptionnels		
Opérations de gestion et en capital	153,2	435,3
Reprises de provisions	146,2	154,1
TOTAL	**299,4**	**589,4**
Charges exceptionnelles		
Amortissements des frais d'exploration	58,7	94,3
Opérations de gestion et capital	217,5	394,2
Dotations aux provisions	25,1	115,9
TOTAL	**301,3**	**604,4**
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (1)	**(1,9)**	**(15,0)**
Participation et intéressement	(40,6)	(25,7)
Impôts courants et taxes sur dividendes	(330,3)	(391,1)
Variation des impôts différés	65,5	(53,7)
Intérêts minoritaires dans Esso REP	(5,3)	(13,8)
RÉSULTAT DU GROUPE	**482,4**	**520,9**

(1) En 1998, le résultat exceptionnel comprend notamment 59 MF de frais d'exploration
Note : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( )

Bilan au 31 décembre 1998

millions de F Avant répartition	1998			1997
Actif	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
• Frais d'exploration pétrolière	58,7	(58,7)	0,0	0,0
• Autres	429,7	(120,1)	309,6	309,7
Immobilisations corporelles				
• Secteur raffinage-distribution	7 081,7	(4 301,4)	2 780,3	2 975,6
• Secteur production	2 510,6	(1 842,5)	668,1	663,7
Immobilisations financières	213,5	(3,7)	209,8	136,8
TOTAL I	**10 294,2**	**(6 326,4)**	**3 967,8**	**4 085,8**
Actif circulant				
Stocks et en-cours	1 594,3	(7,6)	1 586,7	1 909,1
Créances clients et comptes rattachés	1 125,0	(19,3)	1 105,7	1 579,5
Autres créances	1 841,9	(0,6)	1 841,3	1 481,1
Disponibilités	45,2		45,2	191,0
Charges constatées d'avance	120,7		120,7	129,7
TOTAL II	**4 727,1**	**(27,5)**	**4 699,6**	**5 290,4**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	6,3	-	6,3	10,4
TOTAL GÉNÉRAL	**15 027,6**	**(6 353,9)**	**8 673,7**	**9 386,6**

millions de F	1998	1997
Passif		
Capitaux propres du groupe		
Capital social	595,9	595,9
Primes d'émission et de fusion	66,4	66,4
Réserves consolidées	2 981,6	2 758,7
Résultat de l'exercice	482,4	520,9
Subvention d'investissement	2,1	2,7
TOTAL I	**4 128,4**	**3 944,6**
Intérêts minoritaires dans Esso REP	**15,7**	**22,1**
Provisions		
Risques et charges	252,3	389,8
Impôts différés	393,1	458,6
TOTAL II	**645,4**	**848,4**
Dettes		
Emprunts et dettes - établissements de crédit	224,1	296,8
Emprunts et dettes financières divers	162,2	116,2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 309,1	1 528,4
Dettes fiscales et sociales	1 868,3	2 159,2
Autres dettes	317,9	465,7
Produits constatés d'avance	2,6	5,2
TOTAL III	**3 884,2**	**4 571,5**
TOTAL GÉNÉRAL	**8 673,7**	**9 386,6**

1- RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels du groupe Esso S.A.F. sont établis en conformité avec les dispositions spécifiques de la loi du 3 janvier 1985 et le décret d'application du 17 février 1986. Ils sont élaborés, selon les différents métiers, conformément aux Plans Comptables des Industries du Raffinage et de la Distribution des Hydrocarbures et des Entreprises de Recherche et de Production des Hydrocarbures.

1-1 Principes de consolidation

Périmètre

Les comptes consolidés comprennent ceux d'Esso S.A.F. et ceux de ses filiales dont l'impact est significatif.
En application de ce principe, les trois filiales suivantes sont consolidées :

Filiale	N° SIREN	Siège social	% part.
Esso Raffinage S.A.F.	379 914 237	2, rue des Martinets 92569 Rueil-Malmaison Cedex	99,99
Activité : raffinage d'hydrocarbures			
Esso REP	552 092 181	2, rue des Martinets 92569 Rueil-Malmaison Cedex	89,88
Activité : recherche et exploration de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux			
Worex S.N.C.	780 094 983	Parc des Érables 66, route de Sartrouville 78230 Le Pecq	99,99
Activité : distribution de combustibles liquides et solides			

Compte tenu des pourcentages de participations dans ces sociétés, la méthode retenue est celle de l'intégration globale.

Retraitements

La consolidation a été effectuée sur la base des comptes individuels des sociétés au 31 décembre ; ces comptes ont fait l'objet des retraitements suivants :
- intégration des écarts de conversion dans le résultat ;
- élimination des effets de la réévaluation légale de 1976 ;
- valorisation des inventaires en LIFO ;
- élimination des écritures d'optimisation fiscale ;
- élimination des provisions réglementées :
  - amortissements dérogatoires,
  - provision pour fluctuation des cours,
  - provision pour hausse des prix,
  - provision pour inventaires,
  - provision pour reconstitution des gisements ;
- constatation des impositions différées résultant :
  - des retraitements ci-dessus,
  - du décalage temporaire entre la comptabilité et la fiscalité,
  - d'éventuels déficits fiscaux reportables, sachant qu'une situation fiscale nette active n'est constatée que si son imputation sur des dettes futures est probable.

Les impôts différés sont constatés au bilan selon la méthode du «report variable» au taux de 33 1/3, augmenté de la contribution exceptionnelle de 25 %, de 20 % ou de 10 % en fonction des échéances prévues des éléments retraités.

Résultat

Les résultats internes (dividendes, cessions intragroupe) sont intégralement éliminés au-delà de 2 millions de francs.

1-2 Mode et méthodes d'évaluation

Immobilisations incorporelles

Secteur exploration/production

Les études et travaux d'exploration réalisés par Esso REP sont considérés comme des immobilisations incorporelles. Ils sont inscrits à ce titre en comptabilité à l'exception de :
- forages non terminés à la fin de l'exercice, qui sont inscrits dans le compte «immobilisations en cours» ;
- forages ayant abouti à une découverte commerciale, qui sont transférés aux comptes d'immobilisations corporelles de production.

Les dépenses de géologie et de géophysique, ainsi que les coûts de forages n'ayant pas abouti à une découverte commerciale, sont amortis à 100 % à la fin de l'exercice.

Autres secteurs

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées par des logiciels et par des fonds commerciaux rattachables aux activités de distribution du groupe. Ces derniers sont dépréciés par voie de provision dans la mesure où leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur historique.

Immobilisations corporelles

Secteur exploration/production

Les immobilisations de production d'hydrocarbures constituent la grande majorité des actifs immobilisés d'Esso REP.

Elles sont amorties champ par champ selon la méthode de l'unité de production, dans laquelle le taux d'amortissement est égal au rapport de la production annuelle sur les réserves estimées au début de l'exercice.

Autres secteurs

Les autres immobilisations du groupe sont inscrites au bilan consolidé au prix d'acquisition.

L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire.

Les principales durées d'amortissement du groupe sont les suivantes :

Constructions	de 10 à 20 ans
Installations industrielles	de 8 à 15 ans
Autres immobilisations corporelles	de 5 à 15 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont comptabilisés à leur coût historique.
Lorsque la valeur d'une participation, déterminée par rapport à la quote-part des capitaux propres qu'elle représente, éventuellement corrigée d'éléments non inscrits en comptabilité, est inférieure à sa valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée par différence.

Stocks

Pétrole brut et produits pétroliers

Les stocks sont évalués au prix de revient ou à la valeur réalisable lorsque celle-ci est inférieure.
Les stocks issus du raffinage sont valorisés par ventilation du coût global de production entre les différents produits par référence à leur valeur sur le marché international.
Les stocks de pétrole brut et produits pétroliers sont évalués selon la méthode LIFO «dernier entré, premier sorti».

Autres éléments

Les marchandises non pétrolières et les matières consommables sont évaluées selon la méthode du prix moyen pondéré.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont inscrites en comptabilité pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.
Par exception, les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaleur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au compte de résultat.

Provisions pour risques et charges

Au sein du groupe, les provisions pour pensions couvrent la garantie de ressources accordée au personnel retraité pour la période comprise entre la date de départ et celle de liquidation des droits acquis auprès des organismes de retraite, ainsi que le coût des plans de départ anticipés évalués sur une base actuelle. Les autres engagements de la société sont mentionnés en «engagements hors bilan».

Secteur raffinage

Une provision pour grosses réparations, destinée à couvrir les dépenses de remise en état des unités de raffinage, est comptabilisée dans la mesure où ces installations sont remises en état suivant des cycles de travaux pluriannuels planifiés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les taxes spécifiques sur les produits pétroliers ; en revanche, il exclut les facturations réciproques entre confrères dans le cadre des échanges économiques de produits. Le solde net de ces opérations fait l'objet d'une inscription au compte de résultat au niveau des variations de stocks.

Groupe d'intégration fiscale

La société Esso S.A.F. est mère d'un groupe d'intégration fiscale composé de 8 sociétés. Aux termes des conventions en vigueur, Esso S.A.F. bénéficie de l'économie ou supporte la charge d'impôt résultant de l'intégration, les filiales demeurant redevables vis-à-vis d'Esso S.A.F. de leur impôt.

2 - FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Parmi les faits commentés dans le rapport de gestion pour l'exercice 1998, il faut souligner un fait qui a eu cette année une incidence comptable significative sur les postes du bilan et du compte de résultat. La baisse continue du cours du baril de brut a amené la société à diminuer de façon définitive ses inventaires en application du test de la comparaison entre la valeur historique et la valeur de marché.

3 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Un contrôle fiscal a débuté en février 1999 pour Esso REP et un contrôle URSSAF a démarré en mars 1999 pour Esso S.A.F. et Esso Raffinage S.A.F..

4 - NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

4-1 Ventilation du chiffre d'affaires consolidé

millions de F	1998	1997
Secteur Raffinage-Distribution		
Hors taxe intérieure	16 402	20 441
Taxe intérieure	15 304	15 670
Sous-total	31 706	36 111
Secteur Production	329	380
Total consolidé	**32 035**	**36 491**
dont exportations et soutes étrangères	2 938	3 291

4-2 Résultat Exceptionnel

Ce résultat comprend principalement la plus-value pour cessions d'actifs de 48 MF et des frais de recherche et d'exploration pour 59 MF.

4-3 Participations du groupe Esso S.A.F. - Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31/12/1998

Nombre de titres	Sociétés	Valeur en milliers de F
4 304	Paris-Niel	5 196
994	Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales	405
1 500	Liants Routiers de Bourgogne	912
2 990	Cloarec	1 679
2 499	Esso Lub Services	250
7 200	Les Liants Routiers des Flandres	360
700	Liants Routiers de la Vallée du Rhin	2 100
11 781	Les Emulsions Routières du Limousin	589
76 500	Société de Traitement Industriel des Gaz	15 300
59 990	Société des Stockages Pétroliers du Rhône	11 999
	Participations unitaires inférieures à 250 000 F	711
Total des participations de plus de 50 % du capital		**39 501**
30 096	Société du Pipe-Line de la Raffinerie de Lorraine	6 296
4 000	Raffinerie du Midi	7 420
42 501	Société du Pipeline Méditerranée - Rhône	4 250
530	Dépôts de Pétrole Côtiers	757
5 163	Géogaz Lavéra	2 438
28 335	Société Pétrolière du Bec d'Ambès	17 001
11 998	Société de Manutention de Carburants Aviation	500
9 780	Docks des Pétroles d'Ambès	575
3 238	Société des Dépôts Pétroliers de la Corse	1 101
270	Entrepôt Pétrolier de Mulhouse	2 500
56 641	Trapil	31 726
1 200	G.I.E. Service Aviation Paris	1 200
2 200	Groupement Pétrolier de Saint-Pierre-des-Corps	2 500
3 894	Les Emulsions de Feyzin	2 259
3 800	Les Liants de Basse-Normandie	353
	Participations unitaires inférieures à 250 000 F	824
TOTAL GÉNÉRAL		**121 201**

4-4 Variation des capitaux propres et des intérêts minoritaires du groupe Esso S.A.F.

millions de F

	Capital social	Primes d'émission et de fusion	Réserves consolidées	Total du groupe	Total des intérêts minoritaires
Au 31 décembre 1997	595,9	66,4	3 282,3	3 944,6	22,1
Dividende servi en 1998	–	–	(297,9)	(297,9)	(11,7)
Autres variations	–	–	(0,7)	(0,7)	0
Résultat 1998	–	–	482,4	482,4	5,3
Au 31 décembre 1998	**595,9**	**66,4**	**3 466,1**	**4 128,4**	**15,7**

Exxon Corporation détient, via Exxon International Holdings Inc., 81,55 % du capital d'Esso S.A.F. et intègre à ce titre les sociétés du groupe Esso S.A.F. dans ses comptes consolidés.

4-5 Variation des provisions pour risques et charges

millions de F

	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Catégories de provisions				
Pour pensions et obligations similaires*	93,8	–	27,5	66,3
Pour risques	181,0	20,7	104,8	96,9
Pour charges	115,0	30,4	56,3	89,1
TOTAL	**389,8**	**51,1**	**188,6**	**252,3**

* Les provisions pour pensions comprennent la garantie de ressources accordée (dans le cadre du plan société) au personnel retraité pour la période comprise entre la date de départ et celle de la liquidation des droits acquis auprès des organismes de retraite, et le coût des plans de départs anticipés.
Les mouvements de provisions pour risques et charges concernent essentiellement les charges de restructuration, la provision pour inspection métal et les coûts de passage à l'an 2000.

4-6 Variations de la provision pour impôts différés

millions de F

Au 31 décembre 1996 (base FIFO)	632,6
Retraitements de consolidation sur ouverture	(227,6)
Au 31 décembre 1996 (base LIFO)	405,0
Retraitements de consolidation	74,6
Différences temporaires et éliminations	(21,0)
Au 31 décembre 1997	458,6
Retraitements de consolidation	(140,0)
Différences temporaires et éliminations	74,5
Au 31 décembre 1998	393,1

4-7 Ventilation des créances et dettes par échéance

Le montant des créances et des dettes exigibles à plus d'un an n'est pas significatif.

4-8 Engagements hors bilan

millions de F	1998	1997
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution [1]	5 154	4 854
Effets escomptés non échus	–	42
Engagements pour retraite du personnel [2]	1 474	1 457
Autres engagements donnés	72	66
TOTAL	**6 700**	**6 419**

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties par des confrères au groupe Esso S.A.F. s'élèvent en 1998 à 5 388 MF.
(2) Engagements pris par le groupe, en complément des montants indiqués au chapitre 2 "Provisions pour risques et charges", correspondant à l'estimation sur une base actuarielle, au taux de 5,75 %, des charges futures envers :
- les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite du groupe ou des plans de congés de fin de carrière,
- le personnel en activité, pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

4-9 Effectif moyen du groupe

L'effectif moyen du groupe, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à la disposition du groupe	
	1998	1997	1998	1997
Cadres	739	811	3	4
Agents de maîtrise	1 046	1 115	14	8
Employés et ouvriers	460	504	38	41
TOTAL	**2 245**	**2 430**	**55**	**53**

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché hors du groupe Esso S.A.F..
Le personnel salarié en congés de fin de carrière est également exclu.
Le personnel mis à la disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel prêté ou détaché par d'autres sociétés du groupe Exxon.

4-10 Autres informations

Les sociétés du groupe ont fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les années 1992, 1993 et 1994 ; les trois années ont été notifiées. Une partie de ces notifications a été contestée et, en conséquence, n'a pas donné lieu à la comptabilisation de provisions, sauf à Esso REP.

Tableau de Financement

millions de F	1998	1997
Ressources		
Résultat net hors plus ou moins values sur cessions/retraits d'actifs	434	332
Amortissements et provisions	457	732
Part des intérêts minoritaires	5	14
Capacité d'autofinancement de l'exercice	**896**	**1 078**
Produit brut des cessions	131	417
Variation du besoin en fonds de roulement et autres	417	0
TOTAL	1 444	1 495

millions de F	1998	1997
Emplois		
Investissements		
• Raffinage/Distribution	448	468
• Production	147	184
TOTAL	595	652
Dividende mis en paiement par Esso S.A.F.	298	143
Variation du besoin en fonds de roulement et autres	0	610
Variation de l'endettement et de la trésorerie	551	90
TOTAL	1 444	1 495

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Esso S.A.F. établis en francs français, relatifs à l'exercice clos du 31 décembre 1998, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 6 avril 1999
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Edouard Salustro

Comptes Sociaux

Groupe Esso S.A.F.

milliers de F
Avant répartition

Actif

	1998 Montants bruts	1998 Amortissements et provisions	1998 Montants nets	1997 Montants nets	
Immobilisations incorporelles					**ACTIF IMMOBILISÉ**
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	121 902	98 358	23 544	25 769	
Fonds commercial	108 325	3 518	104 807	105 644	
Immobilisations corporelles					
Terrains	405 367	29 160	376 207	378 850	
Constructions	1 678 793	1 031 363	647 430	718 015	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 206 323	968 970	237 353	300 932	
Autres immobilisations corporelles	926 117	603 918	322 199	351 412	
Immobilisations corporelles en cours	140 500		140 500	87 769	
Immobilisations financières (1)					
Participations	1 157 213	36 216	1 120 997	1 091 253	
Créances rattachées aux participations	41 085		41 085	40 437	
Prêts	1 763		1 763	2 180	
Autres immobilisations financières	3 074		3 074	1 973	
TOTAL I	**5 790 462**	**2 771 503**	**3 018 959**	**3 104 234**	
Stocks et en-cours					**ACTIF CIRCULANT**
Matières premières et autres approvisionnements	437 651		437 651	685 634	
En-cours de production - Produits	189 504		189 504	344 628	
Produits finis	801 819		801 819	997 283	
Créances					
Créances clients, comptes rattachés	954 618	16 679	937 939	1 378 300	
Autres	2 272 595	525	2 272 070	1 898 351	
Disponibilités	795		795	154 139	
Charges constatées d'avance (2)	90 994		90 994	95 385	**COMPTES DE RÉGULARISATION**
TOTAL II	**4 747 976**	**17 204**	**4 730 772**	**5 553 720**	
Charges à répartir	6 271		6 271	9 027	
Écart de conversion actif	2 088	–	2 088	4 650	
TOTAL GÉNÉRAL	**10 546 797**	**2 788 707**	**7 758 090**	**8 671 631**	
Notes relatives à l'actif					
(1) dont à moins d'un an			996	625	
(2) dont à plus d'un an			45 178	30 562	

milliers de F

Passif

		1998	1997
CAPITAUX PROPRES	**Capital social entièrement versé**	595 898	595 898
	Prime d'émission et fusion	66 363	66 363
	Écart de réévaluation 1976	424 439	426 150
	Réserves		
	Réserve légale	59 590	59 590
	Réserves réglementées	1 744 197	1 721 177
	Réserve générale	6 357	6 357
	Report à nouveau	459 536	241 053
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE - BÉNÉFICE	**673 511**	**539 452**
	Subventions d'investissements		
	Provisions réglementées		
	Amortissements dérogatoires	129 237	150 879
	Provisions pour fluctuation des cours	442 890	884 121
	Autres	95 208	110 562
	TOTAL I	**4 697 226**	**4 801 602**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**Provisions pour risques**		
	Provisions pour perte de change	2 088	4 650
	Autres	40 266	75 538
	Provisions pour charges		
	Pensions et obligations similaires	39 824	59 711
	Autres	17 157	42 489
	TOTAL II	**99 335**	**182 388**
DETTES (1)	Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit (2)	130 278	173 407
	Emprunts et dettes financières divers	151 068	108 677
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	968 179	1 194 281
	Dettes fiscales et sociales	1 450 974	1 749 398
	Autres dettes	258 430	457 374
COMPTES DE RÉGULARISATION	**Produits constatés d'avance**	2 600	4 504
	TOTAL III	**2 961 529**	**3 687 641**
	Écart de conversion passif	–	–
	TOTAL GÉNÉRAL	**7 758 090**	**8 671 631**
	Notes relatives au passif		
	(1) dont à plus d'un an	30 645	14 505
	(2) dont • soldes créditeurs banques	128 845	172 445
	• emprunts à moins d'un an	–	30 000

Compte de résultat de l'exercice 1998

milliers de F	1998	1997
Produits d'exploitation		
Production vendue - produits pétroliers et services	29 401 738	33 678 334
Montant net du chiffre d'affaires	**29 401 738**	**33 678 334**
(dont à l'exportation : 2 938 207)		
Production stockée/(déstockée) - produits pétroliers	(408 701)	(245 035)
Solde net des échanges inter-confrères - produits pétroliers	(167 616)	(92 846)
Production immobilisée	652	-
Subventions d'exploitation	215	180
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	160 370	162 923
Autres produits	1 653	6 341
TOTAL	**28 988 311**	**33 509 897**
Charges d'exploitation		
Achats marchandises, achats de matières premières et autres approvisionnements	7 069 457	10 674 783
Variation de stock	247 983	202 074
Autres achats et charges externes	7 150 166	7 440 504
Impôts, taxes et versements assimilés	13 202 804	13 670 082
Salaires et traitements	368 511	413 957
Charges sociales	319 711	331 759
Dotations aux amortissements et aux provisions		
– sur immobilisations : dotations aux amortissements	250 366	278 018
– sur immobilisations : dotations aux provisions	2 120	-
– sur actif circulant : dotations aux provisions	4 878	60 968
– pour risques et charges : dotations aux provisions	5 050	357
Autres charges	70 295	66 919
TOTAL	**28 691 341**	**33 139 421**
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**296 970**	**370 476**
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée	54	235
Perte supportée ou bénéfice transféré	-	62
Produits financiers		
De participations	96 136	144 197
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	340	235
Autres intérêts et produits assimilés	70 503	51 008
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 650	-
Différences positives de change	53 594	42 338
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	687	357
TOTAL	**225 910**	**238 135**
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions	2 088	17 350
Intérêts et charges assimilées	20 888	24 199
Différence négative de change	27 814	125 123
TOTAL	**50 790**	**166 672**
2 - RÉSULTAT FINANCIER	**175 120**	**71 463**
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**472 144**	**442 112**

Compte de résultat de l'exercice 1998

milliers de F	1998	1997
Produits exceptionnels		
sur opérations de gestion	12 256	9 331
sur opérations en capital	127 643	225 165
Reprises sur provisions et transferts de charges	597 110	619 437
TOTAL	**737 009**	**853 933**
Charges exceptionnelles		
sur opérations de gestion	81 812	126 622
sur opérations en capital	85 588	57 995
Dotations aux amortissements et provisions	46 619	232 423
TOTAL	**214 019**	**417 040**
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**522 990**	**436 893**
Participation et intéressement	**(26 849)**	**(14 795)**
Impôts sur les bénéfices	(294 774)	(324 758)
5 - RÉSULTAT NET	**673 511**	**539 452**
dont produits afférents à des exercices antérieurs	142	1 185
dont charges afférentes à des exercices antérieurs	1 353	193
dont produits concernant les entreprises liées	96 483	149 415
dont intérêts concernant les entreprises liées	8 110	2 574

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Tableau de financement de l'exercice 1998

millions de F	1998	1997
Ressources		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	316	238
Produits de cessions d'immobilisations	128	225
Remboursement d'immobilisations financières	-	-
Réduction de l'actif circulant	1 322	634
Autres ressources	50	470
TOTAL	1 816	1 567

millions de F	1998	1997
Emplois		
Acquisitions d'immobilisations	241	240
Dividendes mis en paiement	298	143
Réduction de l'endettement	767	387
Autres emplois	510	797
TOTAL	1 816	1 567

1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis selon les normes définies par le Plan Comptable Général, compte tenu des adaptations relatives au plan professionnel des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures, approuvées par le Conseil National de la Comptabilité.

Les informations chiffrées détaillées fournies sont exprimées en milliers de francs.

1-1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, principalement constituées par des logiciels et des fonds de commerce, sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les logiciels sont généralement amortis en un an. Les fonds commerciaux sont dépréciés dans la mesure où leur valeur actuelle s'avère inférieure à leur valeur comptable.

1-2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, à l'exception des immobilisations acquises au 31 décembre 1976, qui sont inscrites au bilan pour une valeur réévaluée.

L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue pour chaque catégorie d'immobilisations.

La différence entre l'amortissement économique et l'amortissement dégressif est constatée par voie d'amortissements dérogatoires.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Constructions	10 à 20 ans
Dépôts	10 à 15 ans
Installations matériel et outillage	5 à 15 ans
Matériel de transport	5 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

1-3 Immobilisations financières

La valeur des participations est constituée du prix d'acquisition, éventuellement augmentée de l'effet de la dernière réévaluation légale.

Lorsque la valeur d'une participation, déterminée par rapport à la quote-part des capitaux propres qu'elle représente, éventuellement corrigée d'éléments non inscrits en comptabilité, tels que la valeur des fonds de commerce ou les réserves prouvées, est inférieure à sa valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée par différence.

1-4 Stocks

Les stocks de pétrole brut et produits pétroliers sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO). Les marchandises non pétrolières et matières consommables sont évaluées selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les stocks de pétrole brut sont valorisés à leur coût d'achat y compris les frais de transport. Les stocks de produits finis et semi-finis sont déterminés pour chaque produit en ventilant le coût global de production sur la base des prix de réalisation.

Les coûts de production comprennent la valeur CAF des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous frais financiers.

Une provision pour dépréciation est calculée dans la mesure où la valeur vénale des stocks au 31 décembre est inférieure à la valeur d'inventaire, compte tenu des perspectives de réalisation.

Les opérations d'échange réalisées avec les confrères sont comptabilisées conformément au plan comptable professionnel. Le solde annuel est pris en compte dans la variation des stocks.

1-5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont inscrites en comptabilité pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Par exception, les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au bilan en «écarts de conversion actif ou passif».

Les écarts de conversion actif donnent lieu à la constitution d'une provision pour risque de change.

1-6 Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées notamment de provisions pour litiges et de provisions pour pensions et obligations similaires du même type ; celles-ci comprennent :

- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite ;
- le coût des plans de congés de fin de carrière et de restructuration mis en place par la société.

En revanche, l'ensemble des autres obligations du même type, non effectives à la clôture de l'exercice, sont considérées comme des engagements hors bilan.

1-7 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires inscrit au compte de résultat inclut les taxes spécifiques sur les produits pétroliers comprises dans les prix de vente.

1-8 Intéressement

Un intéressement est calculé selon l'accord du 15 juin 1998 en vigueur entre les sociétés Esso S.A.F., Esso Raffinage S.A.F. et Esso REP. Il est calculé à partir du résultat courant cumulé, retraité des dividendes, des frais d'exploration et de l'effet prix sur stocks.

1-9 Groupe d'intégration fiscale

La société Esso S.A.F. est mère d'un groupe d'intégration fiscale composé de 8 sociétés. Aux termes des conventions en vigueur, Esso S.A.F. bénéficie de l'économie ou supporte la charge d'impôt résultant de l'intégration, les filiales demeurant redevables vis-à-vis d'Esso S.A.F. de leur impôt.

2 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Parmi les faits commentés dans le rapport de gestion pour l'exercice 1998, certains faits ont eu cette année une incidence comptable significative sur les postes du bilan et du compte de résultat.

Eléments relatifs aux stocks :
- effet prix sur stocks net négatif de 666 MF en raison de la baisse des cours du brut (négatif de 360 MF en 1997),
- reprise d'une provision pour fluctuation des cours de 441 MF (reprise de 506 MF en 1997).

3 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Un contrôle URSSAF a débuté en mars 1999.

4 - NOTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS - ESSO S.A.F.

4-1 État de l'actif immobilisé

milliers de F

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts	Virements de poste à poste	Cessions mises hors service remboursements de prêts	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
TOTAL I	**226 809**	**2 099**	**5 727**	**4 408**	**230 227**
Immobilisations corporelles					
Terrains	407 079	204	4 158	6 074	405 367
Constructions	1 741 247	15 626	9 798	87 877	1 678 794
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 384 877	29 274	25 978	233 808	1 206 321
Autres immobilisations corporelles	910 392	35 229	10 242	29 746	926 117
En-cours et autres	87 769	107 935	(55 203)		140 501
TOTAL II	**4 531 364**	**188 268**	**(5 027)**	**357 505**	**4 357 100**
Immobilisations financières					
Participations	1 127 469	30 503		760	1 157 212
Créances rattachées à des participations	40 437	2 700		2 053	41 084
Autres immobilisations financières	4 152	2 136		1 451	4 837
TOTAL III	**1 172 058**	**35 339**	**-**	**4 264**	**1 203 133**
TOTAL GÉNÉRAL	**5 930 231**	**225 706**	**700**	**366 177**	**5 790 460**

4-2 État des amortissements

milliers de F

	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Virements de poste à poste	Diminutions amortissements cessions mises hors service	Amortissements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	93 461	6 692	1 300	3 095	98 358
Immobilisations corporelles	2 694 387	239 703	(1 300)	299 379	2 633 411
Immobilisations financières	874				874
TOTAL	**2 788 722**	**246 395**	**-**	**302 474**	**2 732 643**

4-3 Réévaluation

La réserve de réévaluation de 424 439 kF figurant au bilan représente le montant de la réévaluation légale 1976 sur les participations (373 055 kF) et les terrains (51 384 kF).

4-4 Filiales et participations

milliers de F

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital social	Autres capitaux propres (hors résultat)	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires de l'exercice	Bénéfice net (ou perte) de l'exercice	Dividendes encaissés par la société
A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital d'Esso S.A.F.									
1. Filiales (+ de 50% du capital détenu par Esso S.A.F.)									
– Esso REP	50 855	14 265	89,88	518 878	368 994	–	329 467	95 256	68 566
– Worex S.N.C.	10 320	(23 313)	99,99	24 069	181 602	–	3 633 400	4 227	–
– Esso Raffinage S.A.F.	150 000	583 008	99,99	449 998	96 226	–	1 558 953	57 419	–
2. Participations (10 à 50% du capital)									
– Raffinerie du Midi	22 500	–	33,33	18 300	–	–	–	–	120
– Société des Transports Pétroliers par Pipelines (TRAPIL)	–	–	11,67	37 730	–	–	–	–	10 082
– Société du Pipeline de la Raffinerie de Lorraine (SPLRL)	–	–	42,99	6 296	–	–	–	–	265
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
1. Filiales françaises	–	–	–	24 101	47 671	–	–	–	2 274
2. Participations dans des sociétés françaises	–	–	–	41 624	49 260	57 745	–	–	14 829

4-5 Variations des capitaux propres

milliers de F

	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Capital social et primes	662 261			662 261
Écart de réévaluation - 1976	426 150		1 711	424 439
Réserve légale et autres	1 787 124	23 020		1 810 144
Report à nouveau	241 053	218 483		459 536
Résultat 1997	**539 452**		**539 452**	**0**
Résultat 1998		**673 511**		**673 511**
Subventions d'investissement	–			–
Provisions réglementées :				
– pour fluctuation des cours	884 121		441 231	442 890
– pour investissement	–			–
– pour hausse des prix	89 853			89 853
– pour inventaires	15 143		15 143	0
– spéciale de réévaluation 1976	–			–
– plus-values réinvesties	5 567		212	5 355
– amortissements dérogatoires	150 879	23 733	45 375	129 237
TOTAL	**4 801 603**	**938 747**	**1 043 124**	**4 697 226**

Note : Le capital social de la société est composé de 11 917 960 actions d'une valeur nominale de 50 F.
Exxon Corporation détient, via Exxon International Holdings Inc., 81,55 % du capital et intègre à ce titre la société Esso S.A.F. dans ses comptes consolidés.

4-6 Provisions pour risques et charges

milliers de F

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Pour pensions et obligations similaires	59 711		19 887	39 824
Autres provisions :				
– pour perte de change	4 650	2 088	4 650	2 088
– pour risques exceptionnels	75 538	20 437	55 709	40 266
– pour charges exceptionnelles	42 489	7 498	32 830	17 157
TOTAL	**182 388**	**30 023**	**113 076**	**99 335**

Notes : 1 - Les provisions pour pensions comprennent :
- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite ;
- le coût des plans de congés de fin de carrière et de restructuration mis en place par la société.

2 - En matière de pensions et obligations similaires, voir également les engagements hors bilan dans la présente annexe.

4-7 Autres provisions

milliers de F

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
sur immobilisations	37 277	2 120	537	38 860
sur actif circulant	79 048	4 878	66 722	17 204
TOTAL	**116 325**	**6 998**	**67 259**	**56 064**

4-8 État des échéances des créances et des dettes

La quasi-totalité des créances et des dettes est à moins d'un an.

4-9 Charges constatées d'avance

Ce poste contient essentiellement des loyers et des ristournes payés d'avance.

4-10 Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

milliers de F

	Entreprises liées au groupe Exxon	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	Créances/dettes représentées par des effets de commerce
A l'actif			
Participations	1 068 564	52 432	–
Créances rattachées à des participations	6 516	34 568	–
Créances clients et comptes rattachés	–	–	216 485
Autres créances	2 098 713	–	–
Au passif			
Emprunts et dettes financières divers	120 423	–	–
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	446 185	–	–
Autres dettes	–	–	–
Charges financières	**11 785**	–	–
Produits financiers	**173 087**	**26 269**	–

4-11 Analyse du chiffre d'affaires hors TVA

millions de F	1998	%	1997	%	1996	%
Carburants auto	3 170,5	20,9	3 879,9	20,3	3 566,0	19,8
Distillats	5 585,2	36,7	7 089,3	37,0	6 879,1	38,1
Fiouls lourds	645,4	4,2	834,1	4,4	881,0	4,9
Autres produits	4 407,0	29,0	5 355,8	28,0	4 889,3	27,1
Pétrole brut et bases pour la chimie	1 392,5	9,2	1 991,5	10,4	1 827,3	10,1
Ventes hors taxes	15 200,6	100,0	19 150,6	100,0	18 042,7	100,0
Services hors taxes	1 020,5		940,0		760,2	
TOTAL	**16 221,1**		**20 090,6**		**18 802,9**	
Taxe intérieure	13 180,6		13 587,8		14 147,6	
Chiffre d'affaires (1)	**29 401,7**		**33 678,4**		**32 950,5**	
Répartition géographique du chiffre d'affaires :						
– France	26 463,5		30 387,3		29 846,5	
– Étranger	2 938,2		3 291,1		3 104,0	
TOTAL	**29 401,7**		**33 678,4**		**32 950,5**	

(1) Les facturations réciproques entre confrères dans le cadre d'échanges de produits ne font pas partie du chiffre d'affaires.

4-12 Résultat financier

Il comprend principalement le dividende reçu d'Esso REP de 69 MF des intérêts reçus de sociétés du groupe Exxon pour 68 MF et le résultat de change pour 26 MF.

4-13 Résultat exceptionnel

Ce résultat comprend notamment une reprise de PFC pour 441 MF.

4-14 Effet prix sur stocks

L'effet prix sur stocks net de l'exercice est une perte de 666 MF à comparer à une perte de 360 MF en 1997.

4-15 Commentaires sur la situation fiscale

A. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

milliers de F

Exercice 1998	Avant impôt	Impôt sur les sociétés	Après impôt
Résultat courant	472 144	114 394	357 750
Résultat exceptionnel (et participation)	496 141	180 380	315 761
Résultat comptable	968 285	294 774	673 511

L'impôt sur les sociétés comprend un gain d'intégration fiscale d'un montant de 28 552 MF.

B. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

milliers de F

Différences temporaires entre résultat comptable et résultat fiscal	Montant en fin d'exercice	(Accroissement)/allègement de la dette d'impôt sur l'exercice
Accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
• Provision pour fluctuation des cours	442 890	183 875
• Amortissements dérogatoires	129 237	11 176
• Autres	95 207	6 488
TOTAL	**667 334**	**201 539**
Allègement de la dette future d'impôt		
Charges non déductibles temporairement		
• Dettes sociales provisionnées	74 983	(26 950)
• Autres	(31)	(108 046)
TOTAL	**74 952**	**(134 996)**

4-16 Rémunération allouée aux dirigeants

Compte tenu de l'organisation d'Esso S.A.F., les informations ci-après concernent les membres du Conseil d'Administration et/ou du Comité Directeur de la société, faisant partie du personnel salarié, ou recevant des jetons de présence.

- Montant global des rémunérations versées aux dirigeants de la société : 4 374 801 F.
- Garantie de prêts bancaires : néant.

4-17 Engagements hors bilan

milliers de F	1998	1997
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	5 154 190	4 853 741
Effets escomptés non échus		
Engagements pour retraites du personnel (2)	1 088 300	1 074 500
Autres engagements donnés	71 751	65 538
TOTAL	**6 314 241**	**5 993 779**

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties en 1998 par des confrères à Esso S.A.F. s'élèvent à 3 587 870 MF.
(2) Engagements pris par la société en complément des montants indiqués au chapitre "Provisions pour risques et charges" correspondant à l'estimation sur une base actuarielle au taux de 5,75 % des charges futures envers :
a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite de la société ou des plans de congés de fin de carrière,
b) le personnel en activité pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

4-18 Effectif moyen

L'effectif moyen de la société, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à disposition de l'entreprise	
	1998	1997	1998	1997
• Cadres	495	543	–	–
• Agents de maîtrise et techniciens	369	396	14	8
• Employés	10	14	12	20
• Ouvriers	22	51	12	10
TOTAL	**896**	**1 004**	**38**	**38**

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché dans le groupe ou hors groupe.
Le personnel salarié en congés de fin de carrière est également exclu.
Le personnel mis à la disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel détaché ou prêté par des sociétés du groupe.

Sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1998 sur :
- le contrôle des comptes annuels de la société Esso S.A.F., établis en francs français, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires, sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 6 avril 1999
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Edouard Salustro

Sur les conventions réglementées

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'un exercice antérieur, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention avec la société Esso Raffinage, Société Anonyme Française
(Administrateurs concernés : M. Jean-Luc Randaxhe, M. Dominique Badel jusqu'au 30 janvier 1998 et M. Patrick Heinzle à compter de cette date) : dans le cadre du contrat de façonnage liant les deux sociétés, les facturations effectuées au titre de l'exercice 1998 par la société Esso Raffinage S.A.F. se sont élevées à 1 349 824 095 F (hors taxe).

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris, le 6 avril 1999
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Edouard Salustro



Dominique Badel (jusqu'au 30 janvier 1998)

Administrateur de :
- Esso Raffinage S.A.F.
- Esso Portuguesa S.A.
- Esso France S.A.
- Esso Sekiyu K.K.

Olivier Bouygues

Président de :
- SAUR-Énergie
- Compagnie des Énergies Nouvelles de Côte-d'Ivoire
- Société d'Aménagement Urbain et Rural
- Valorisation Ressources Energétiques Nationales
- Compagnie Ivoirienne de Production d'Électricité CIPREL
- Collectes Valorisation Énergie Déchets "COVED"

Administrateur de :
- Bouygues Telecom
- S.C.D.M.
- D.M. Investissements
- Société de Distribution d'Eau de la Côte-d'Ivoire
- SAUR international
- Société Générale d'Assainissement et Stérilisation des Eaux
- Bouygues Offshore
- Société Financière de Services Internationaux
- Sénégalaise des Eaux
- SAUR Environnement
- SAUR Énergie Côte-d'Ivoire

Représentant permanent de la Société S.C.D.M. au Conseil d'Administration de Bouygues

Philippe Dulac

Président de :
- Paribas Luxembourg
- Klépierre

Administrateur de :
- Paribas International
- Banque Vernes
- Colgate Palmolive
- Via Banque
- Cetelem
- Sinvim

Membre du Directoire de Paribas

Patrick Heinzle (à compter du 30 janvier 1998)

Administrateur de :
- Esso REP
- Esso France S.A.
- Esso Raffinage S.A.F.

Représentant permanent d'Esso S.A.F. au Conseil d'Administration de la Société du Pipeline Sud-Européen

Jean-Luc Randaxhe

Président de :
- Esso Raffinage S.A.F.
- Esso France S.A.
- Esso REP

Administrateur de :
- Port Autonome du Havre

Roland Vardanéga

Président de :
- Peugeot Citroën Moteurs

Administrateur de :
- Cercle Vinci

Membre du Comité Exécutif de PSA Peugeot Citroën

Jean Verré

Administrateur de :
- Esso REP
- Institut Français du Pétrole